

NADIR MAROUF, SOCIOLOGUE, PROFESSEUR ÉMÉRITE,

«L'islamisme est le produit

Nadir Marouf, universitaire et amateur de musique andalouse qu'il pratique et théorise, est intarissable sur la question des religions. Il a souvent un point de vue original, voire iconoclaste. Dans tous les cas, son opinion est celle d'un homme cultivé et réfléchi. C'est avec une certaine délectation qu'on l'écoute parler.

Interview réalisée par Arezki Metref

Le Soir d'Algérie : Comment se pose le problème des langues en Algérie ?

Nadir Marouf : Je pense qu'il y a deux dilemmes fabriqués par les pouvoirs successifs de Boumediene et de Chadli. Durant l'époque Boumediene, on assiste à un bras de fer entre arabisants et francisants : les premiers se donnant une légitimité nationale sur le seul fait d'avoir, durant la guerre de Libération, acquis leurs diplômes dans les instituts théologiques du Caire, de Tunis ou de Fès, et se faisant, à ce titre, prévaloir de leur djihad ; les seconds étant présentés comme les épiphénomènes du colonialisme du seul fait de parler la langue française. Comme, de surcroît, la pensée de gauche était plus prégnante dans l'espace public au travers de la langue française (problème de terminologie sans doute ?), on s'évertuait à qualifier ces francophones de suppôts du sionisme, du seul fait que la gauche renvoyait au «juif» Karl Marx ! Ce faux débat était bien compris par la classe politique et par Boumediene lui-même qui s'est complu dans la politique de l'amalgame en promouvant à la carte les uns ou les autres suivant le contexte et le secteur d'intervention. En réalité, nous assistions à une «lutte des places» plus ou moins larvée : en effet, les arabisants organiques se trouvaient cantonnés dans les organisations de masse et dans des ministères à caractère idéologique (Habous, Information, Culture, etc.). Or, les ministères décisionnels où le pouvoir économique confère naturellement le pouvoir politique au sens large du terme (le seul PDG de Sonatrach à la fin des années 70 pesait 80 % du PIB, c'est-à-dire qu'il était plus important que l'ensemble des ministres réunis) est devenu intolérable aux yeux de ceux qui estiment être les garants de la légitimité nationale. Leur stratégie méritocratique a donné lieu à une chasse aux sorcières qui consiste à transposer des logiques de compétence (auxquelles Boumediene n'était pas insensible) en termes idéologiques, discriminant ainsi des citoyens francophones dont le seul crime est d'avoir été formés en langue française, mais qui n'avaient rien à envier aux «arabisateurs» organiques sur la question nationale, voire même sur celle du patriotisme. Je dois préciser à cet effet que curieusement, dans les maquis, certains jeunes étudiants étaient appelés à rédiger des rapports à la suite des combats à l'adresse de l'état-major à Marsat-Ben-Mhidi ; ces rapports étaient rédigés en français ou en arabe, selon les compétences du scribe. A l'époque, les officiers confrontés à la lutte armée n'avaient aucun état d'âme sur la question. Cela, je peux en témoigner

personnellement...

Avec la période Chadli, le bras de fer se transforme en arabisants/berbérants, et ce, depuis le Printemps berbère de 1980. Le pouvoir s'était embourbé dans cette affaire, ce qui, les signes de récession aidant, avec la chute du baril de pétrole, conduit ce dernier à se placer dans une position d'arbitrage entre des antagonismes qu'il avait fabriqués de toutes pièces et qui désormais vont le mettre prétendument dans une position plus confortable, en tout cas, de moindre fragilité. A partir du milieu des années 1980, cet arbitrage est censé se faire entre arabisants de l'Ouest ou du Sud et berbérants du Centre, donnant l'impression que ces conflits sont consubstantiels à la société civile elle-même. Cette même posture d'arbitrage, le pouvoir va la pratiquer à l'égard des cadres, des administrations, des chefs d'entreprise, etc., en les stigmatisant dans des discours publics télévisés et en se faisant le porte-parole du peuple. C'est dans ce contexte «clair-obscur» qu'advient l'insurrection des jeunes en octobre 1988. C'est le temps du «Roi nu».

Quel est le sens que vous donnez aux événements d'octobre 1988 ?

Le système de gouvernance algérienne légué par Boumediene ne permettait pas aux citoyens de se «re-présenter» politiquement, le parti unique aidant. Les moindres frémissements de contestation, en milieu ouvrier par exemple, passaient par une reconnaissance de la Charte à laquelle toutefois on essaya de trouver quelques brèches pour exprimer un avis critique. On était donc dans l'exégèse à l'instar de l'exégèse coranique. Rien ne pouvait se dire sans passer par l'allégeance aux textes fondateurs. Autrement dit, aucune marge n'était autorisée sur le terrain séculier sans craindre pour sa vie, ou tout au moins pour sa carrière professionnelle. Cette situation où tout point de vue divergeant pouvait être assimilé à une dissidence rédhitoire va donner lieu à des postures de rupture qui, ne pouvant s'exprimer sur le terrain du politique, vont se donner à voir sur le terrain du culturel : à partir du milieu des années 1980, et peut-être même un peu avant, des anciennes zaouïas (fermées pour certaines depuis le début de la lutte de libération) rouvrent leurs portes et vont connaître une ferveur nouvelle et des adeptes qui y trouvent une ambiance plus conviviale en tout cas que celle qui règne dans les salles où la culture d'Etat est programmée. De la même manière, les mosquées de quartier se transforment en véritables «Sorbonne» après la prière du vendredi. Cette brèche religieuse de la contestation paraissait alors d'autant plus payante qu'elle n'était pas susceptible de mettre

en danger les acteurs concernés par rapport à l'autorité publique : la parole de Dieu ne peut être remise en cause, fût-ce par le pouvoir lui-même. D'autres brèches s'ouvrent sur le terrain culturel, mais jamais directement politique : la revendication identitaire, notamment en Kabylie, et les mouvements jeunes dans le «genre paillard» comme la chanson raï par exemple. Ces différentes brèches ne semblaient pas suffisantes cependant pour contenir toutes les frustrations qui s'amplifiaient pour les raisons que j'ai indiquées en réponse à la question précédente (récession, accroissement du chômage, crise du logement, insolence de l'argent et segmentation du corps social à l'avenant). Les jeunes ont pris le devant de la scène et ont servi de chair à canon contre les chars de Chadli à la place des aînés qui ne semblaient pas préparés à l'affrontement. On connaît la suite avec la récupération des islamistes et consorts...

Pensez-vous que les cultures du pays s'articulent harmonieusement ?

Il faut prendre en considération plusieurs niveaux de réalité, au moins deux : si l'on examine ce qui fait converger les cultures dans notre pays, le mythe identitaire et le refus du métissage me paraît être un trait commun. Je voudrais signaler à cet égard le magnifique ouvrage de synthèse de Mourad Yellès paru chez l'Harmattan en 2006 sous le titre *Cultures et métissages en Algérie* que j'ai eu l'honneur de préfacier.

Au ras des pâquerettes, en revanche, les différences sont légion. Elles attestent du maintien, sous des formes certes remaniées, de la réalité segmentaire maghrébine (la fameuse segmentarité des ethnologues). Nous y trouvons encore des discours régionalistes de type binaire (la toponymie constitue un riche réservoir de significations de ce type). A l'intérieur de la région, il y a ceux de la campagne et ceux de la ville. A l'intérieur de la ville, il y a ceux du centre et ceux de la périphérie. A l'intérieur du centre, il y a — dans certaines villes, comme Tlemcen par exemple — les h'dar et les coulougli. Chez les h'dar, on peut déceler les faux et les vrais, suivant que le lignage atteste d'une profondeur généalogique inattaquable. On peut ainsi imaginer des cercles de plus en plus ténus du phénomène segmentaire. Phénomène qui n'a rien d'original, puisqu'il est identifié dans d'autres espaces culturels, mais il a la particularité chez nous d'être encore vivace et de s'avérer d'une terrible efficacité, une efficacité résurgente.

Quel rôle a été réservé à la culture pendant le mouvement national et après l'indépendance ?

Le mouvement national a été riche en couleurs. Je ne suis pas spécialiste de l'histoire de ce mouvement, mais il s'avère que le Maghreb avait une prégnance certaine aux yeux des gens du peuple. L'esprit fédéraliste et le sentiment de militer pour une cause commune étaient patents depuis au moins les années 1930. Ce fédéralisme a eu une importance toute particulière dans le contexte de la diaspora maghrébine en France de l'entre-deux guerres. Dans les villes, y compris en milieu populaire (et peut-être plus en milieu populaire), la cause pour l'indépendance n'a pas séparé les religions, sachant que chrétiens et juifs, certes peu nombreux, ont pu y adhérer au nom du principe de liberté et de lutte pour la décolonisation.

Sur le plan culturel stricto sensu la jeunesse urbaine était très ouverte, d'une part à l'Occident, et d'autre part à l'Orient : au plan littéraire par exemple, nos aînés qui ont eu la chance d'être scolarisés se donnaient à cœur joie de lire Victor Hugo, Voltaire ou Montesquieu. J'en ai la preuve vivante auprès de certaines personnes quasiment centenaires, qui n'ont pas dépassé le stade du certificat d'études et qui se souviennent de passages entiers de ces auteurs. Pour ce qui est de l'Orient, nous assistons à la même époque, c'est-à-dire autour des années trente, à une forme d'identification à l'Orient, pas celui de Farouk, mais celui de Zaghoul, d'Atatürk, ou du roi Fayçal d'Irak, qui incarnaient une quête de libération à l'égard des régimes mandataires nés du démantèlement de l'empire ottoman. Curieusement, cet orientalisme s'exprimait par la musique. Même une ville aussi conservatrice que Tlemcen s'était ouverte à Oum Keltoum et bien avant elle, à Sami Chaoua, cheikh Salama Hijazi, Mounira Mehdi, etc. Nos parents et grands-parents étaient d'une ouverture et d'une disponibilité artistique incomparable aux générations du temps présent.

Et cela n'a rien à voir avec le niveau intellectuel. Cet état d'esprit n'a pas disparu après l'indépendance. La société civile a eu tendance néanmoins à perdre son autonomie au profit des institutions étatiques qui entendent définir la culture à l'aune des nouvelles politiques à mettre en œuvre. Cette perte de l'initiative populaire, notamment du mouvement associatif, au profit d'une bureaucratie de la culture nous amène à des aberrations telles qu'une anecdote pourrait en résumer le sens : je me trouvais invité en 1980, comme d'autres universitaires et journalistes du monde arabe, par le Polisario, pour fêter le cinquième anniversaire de la RASD. Nous nous trouvions du côté de Tindouf, et à côté des parades militaires et des démonstrations édifiantes, j'assistais fortuitement à une discussion sous une tente aux côtés de feu Ahmed Wahbi et d'autres artistes. Nous écoutions le directeur de la programmation artistique de la radio algérienne qui nous tenait le propos suivant : «Il est impératif d'unifier la chanson algérienne.» Face à une telle obsession intégrationniste qui portait y compris dans le domaine musical, Ahmed Wahbi, visiblement offusqué, s'est écrié alors : «Pourquoi voulez-vous mettre dans la même moulinette la chanson touareg, kabyle, constantinoise, oranais et tlemcénienne, pour ne citer que celles-là ? Et quand bien même cela est possible, pour quoi faire ?» Cet épisode me semble suffisant pour qualifier l'indigence culturelle dont l'Algérie va être l'objet au cours des décennies qui viennent de s'écouler, voire celle d'aujourd'hui...

Comment se pose le problème des religions dans l'Algérie d'aujourd'hui ?

Dans l'Algérie profonde, comme dans les pays voisins, la pratique religieuse a toujours été vivace. Il se trouve que depuis de longs siècles, deux conceptions de la religion s'affrontent : celle, minoritaire, des cités, c'est-à-dire, celle des *fouqaha*, dont parle Jacques Berque dans son *Maghreb intérieur* (Editions Sindbad), qui poursuivent une conception puriste, notoirement malékite, de l'islam, autrement un islam de l'élite urbaine ; et celle, massive, de l'islam populaire qui a toujours été un islam syncrétique, c'est-à-dire traversé par des rituels qui relèvent de la protohistoire. J'ai eu l'occasion de remarquer que ces religions populaires laissent apparaître un autre syncrétisme, mettant en jeu les seules religions monothéistes. J'en ai donné un article dans *l'Encyclopédie des Mythes et Croyances du monde*, parue en trois volumes chez Lidis-Brépols (1985). Je signale, entre autres, l'existence, jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, de pèlerinages juifs au cours du printemps, qui avaient lieu dans la mosquée de Sidi-Youchaa (Josué). Il est curieux de constater en effet que ce prophète, contemporain de Moïse, constitue un ancêtre éponyme pour des populations dont l'islamité n'est pas à démontrer, et qui accueilleraient, chaque année, ces pèlerins venant des villes voisines, voire même de Marseille, d'Oujda ou de Constantine, en assurant leur hébergement et leur nourriture pendant trois jours et trois nuits. Ce type de convivialité interconfessionnelle est bien connu chez les ethnologues et historiens des religions. Nous en avons des «buttes» témoins tout au long du littoral sud-méditerranéen.

La conclusion à en tirer, c'est que les religions populaires ont toujours été plus ouvertes sur le vaste monde que les religions de l'élite, forcément plus sectaires. Et c'est là un paradoxe sur lequel mon regretté *ammi* Mohamed Arkoun s'était longtemps interrogé. La question religieuse est aujourd'hui tout à fait différente. La plèbe rurale, tout au moins, sa jeunesse, a été victime d'une acculturation religieuse niveleuse, si bien que les singularités locales disparaissent au profit d'un islam désincarné, transnational, planétaire, fonctionnant dans les mêmes codes. En revanche, on assiste aujourd'hui à une renaissance du mouvement confrérique d'obédience soufie notamment, qui connaît de plus en plus d'adeptes. Cet islam des zaouïas est plus proche du cœur et de l'esprit du peuple algérien qui y retrouve ses repères. Je constate à cet effet que cette tendance est soutenue par l'Etat depuis l'avènement de Bouteflika. Pourquoi pas ?

D'une manière plus générale, la question de la religion reste inséparable de l'alternative, laïciste ou pas, à la crise culturelle de l'Algérie actuelle.

Biographie succincte de l'auteur

Né à Tlemcen le 5 mai 1940. Fonctionnaire au Plan (administrateur civil) de 1963 à 1966. Diplômé de Philosophie, université d'Alger, 1967. Docteur de troisième cycle en sociologie rurale sous la direction de Jacques Berque, Paris Sorbonne, mars 1971. Docteur en droit public interne (option aménagement du territoire), sous la direction du recteur Debeyre, membre du Conseil constitutionnel, Paris Panthéon, décembre 1976. Docteur d'Etat ès lettres et sciences humaines, sous la direction de Georges Ballandier, Paris V, février 1977.

Ancien directeur de l'Institut des sciences humaines à l'université d'Oran (1968-1988). Directeur de l'Urasc (actuellement Crasc) (1983-1989). Chercheur associé à Harvard university (1989) - professeur associé à l'université de Lille I (1989-1991). Professeur titulaire des universités à l'université de Picardie-Jules Verne (1991-2009). Ancien directeur du Cefress (1994-2007). Actuellement, professeur émérite

Principales publications*

La relation ville-campagne dans la théorie et la pratique, OPU, 1979.
Terroirs et villages algériens, OPU, 1980.
Lecture de l'espace oasien, Sindbad, 1980.
Espaces maghrébins, la force du local, L'Harmattan, 1995.
Les fondements anthropologiques de la norme maghrébine. Hommage à Jacques Berque, L'Harmattan, 2006.

Paroles d'un préfacier, Casbah éditions, 2011.

* Une vingtaine d'ouvrages sous la direction de l'auteur.

